La Révolution française

La Révolution française
Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française

6 | 2014
La Révolution ou l'invention de la femme et de l'homme nouveaux

Les commissaires de la Restauration auprès des Etats hispano-américains (1818-1826)

Daniel Gutiérrez Ardila

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/lrf/1105
DOI : 10.4000/lrf.1105
ISSN : 2105-2557

Éditeur
IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique
Daniel Gutiérrez Ardila, « Les commissaires de la Restauration auprès des Etats hispano-américains (1818-1826) », *La Révolution française* [En ligne], 6 | 2014, mis en ligne le 28 septembre 2014, consulté le 14 février 2020. URL : http://journals.openedition.org/lrf/1105 ; DOI : 10.4000/lrf.1105

Ce document a été généré automatiquement le 14 février 2020.

© La Révolution française

Les commissaires de la Restauration auprès des Etats hispano-américains (1818-1826)

Daniel Gutiérrez Ardila

L'auteur de cet article remercie Jean-Louis Le Gludic pour son aide dans la révision de cet article.

Les indépendances hispano-américaines face aux Restaurations européennes

1 L'arrivée dans la péninsule ibérique des armées napoléoniennes fin 1807 a pour but l'invasion du Portugal et la consolidation du Blocus Continental. L'impopularité généralisée de Charles IV suscite cependant chez l'Empereur des Français de nouvelles ambitions : ne pourrait-on pas remplacer ces Bourbons d'Espagne par un prince de la famille Bonaparte ? Ainsi, les alliés de la veille deviennent, en quelque sorte, les victimes des rêves hégémoniques du souverain corse : Ferdinand VII et Charles IV sont forcés d'abdiquer à Bayonne au printemps de l'année 1808, et Joseph Bonaparte se voit attribuer le trône d'Espagne et des Indes. Toutefois, et contre toute attente, le peuple du royaume refuse de reconnaître la nouvelle dynastie et déclenche une âpre lutte contre les troupes de l'Empire, lutte qui se prolongera jusqu'en 1814[1].

2 Ces étonnantes nouvelles parviennent en Amérique et déclenchent un mouvement de fidélité sans précédent : partout l'on jure de sacrifier sa vie pour Ferdinand VII et de préserver l'intégrité des vastes domaines américains du jeune roi que Napoléon tient captif dans un château à Valençay. Cependant, la progression des armées françaises dans la Péninsule convainc peu à peu les vassaux d'outre-mer de la nécessité de créer des gouvernements provisoires pour se prémunir des menaces extérieures et parer aux aléas de l'acéphalie. Aussi, en 1810 « les conseils de gouvernement » se généralisent-ils, d'abord au Venezuela puis dans le Nouveau Royaume de Grenade, dans le Rio de la Plata et enfin au Chili. Ils se transforment peu à peu en des gouvernements républicains qui ne déclarent pas leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne, excepté au Venezuela. Le

Pérou, le royaume du Guatemala, la Nouvelle-Espagne, non sans heurts, Cuba et Porto-Rico résistent quant à eux au mouvement et deviennent de véritables forteresses royalistes. Le retour de Ferdinand VII en Espagne, en 1814, marque un tournant dans le conflit : la restauration monarchique coïncide à peu près avec l'effondrement du régime révolutionnaire au Chili et au Venezuela et permet l'envoi d'une importante expédition militaire qui écrase les gouvernements indépendantistes de la Nouvelle-Grenade. Les maladresses de la pacification ainsi que le triomphe de la révolte libérale en Espagne en 1820 changent à nouveau la donne. Les indépendantistes reconquièrent le Chili puis la Terre-Ferme (1817-1820) et organisent des forces armées qui déferlent sur le Pérou au moment même où Agustín de Iturbide réussit à créer en Nouvelle-Espagne un consensus qui fédère révolutionnaires et monarchistes libéraux donnant naissance à un Empire mexicain[2].

3 La consolidation des indépendances hispano-américaines se produit donc à une époque où les Restaurations triomphent et s'affermissent en Europe, grâce à un système mis en place par les grandes puissances afin de préserver l'ordre élaboré par le Congrès de Vienne après la déroute définitive de Bonaparte. Ce que l'on désigne dès lors comme la Sainte-Alliance rompt avec la vieille diplomatie bilatérale et les ambassades, au profit des congrès de souverains ou de leurs représentants immédiats, chargés de régler les questions les plus sensibles concernant l'équilibre continental. A Troppau, à Laybach et à Vérone, les membres de la coalition se décident pour une politique interventionniste qui, en mettant fin aux mouvements révolutionnaires de Naples, du Piémont et de l'Espagne, transforme la Sainte-Alliance en un instrument réactionnaire dont s'éloigne l'Angleterre. Cette politique condamne et menace ouvertement tout gouvernement issu d'une altération violente des régimes considérés comme légitimes[3].

4 La France de Louis XVIII et de Charles X participe activement à la croisade contre-révolutionnaire en Europe et intervient directement dans le conflit hispano-américain en s'engageant en 1823 dans une expédition en Espagne (les *Cent mille fils de Saint Louis*) qui met fin au régime libéral. La Restauration, refuse de reconnaître l'indépendance des nouveaux Etats[4]. L'attitude du royaume et, plus généralement, le contexte politique européen défavorable, effraie les insurgés hispano-américains : s'ils craignent, à juste titre, des expéditions militaires qui seraient dépêchées par la coalition des puissances, ils imaginent également la possibilité de bâtir des monarchies constitutionnelles associées aux vieilles dynasties. Le recours opportun au principe de légitimité ne pouvait-il pas rendre acceptables les mutations politiques du Nouveau Monde ? Mais de quels moyens diplomatiques et humains dispose le gouvernement de la Restauration pour une telle entreprise ?

Une monarchie dans le Rio de la Plata ?

5 Au début de l'année 1818, , le marquis d'Osmond, ambassadeur de Louis XVIII à Londres, s'entretient avec Castlereagh du conflit hispano-américain. A cette époque, la cause patriote et révolutionnaire paraît contrôlée sur la Terre-Ferme et au Mexique, et le Pérou reste indéfectiblement royaliste. Seul Buenos-Aires, et tout récemment, le Chili échappent à cette tendance et opposent une vraie résistance à la restauration complète de l'autorité du roi Ferdinand. Ne pourrait-on pas aboutir à un accord avec les rebelles ? Comme le plus important est d'éviter l'établissement du système républicain, la création d'un trône pour les Bourbons dans le Rio de la Plata offre une solution

plausible au dilemme entre indépendance et légitimité monarchique. Le marquis d'Osmond décide d'agir sans retard et s'assure les services d'un obscur colonel français, ayant fui sa patrie pour dettes et menacé de prison. Sa mission a un triple objectif : éloigner les nombreux bonapartistes dont on pense qu'ils entourent le Directeur Suprême Juan Martín de Pueyrredón, contester auprès des autorités les entreprises que fomentent dans le Rio de la Plata le général Brayer et d'autres semblables individus pour libérer Napoléon de Sainte-Hélène, et souligner que l'établissement d'une République en Amérique serait vue d'un très mauvais œil par les cours d'Europe[5].

6 Le Moyne arrive à Buenos-Aires au mois d'août 1818 et, tout de suite, entreprend ses démarches. Très vite, il s'aperçoit que les agents des rois de Suède et du Portugal, ainsi que des commissaires de Joseph Bonaparte et d'Eugène de Beauharnais, ont œuvré, par l'intermédiaire de commettants ou de parents, en vue de l'établissement d'une monarchie au Rio de la Plata. Par l'entremise du commerçant Antoine-François Leloir qui, outre qu'il est marié avec une cousine de Pueyrredón, s'est auto-proclamé agent du commerce de la France et entretient une correspondance avec le duc de Richelieu, Le Moyne peut rencontrer le Directeur Suprême. Il apparaît dès l'abord que les dirigeants de la ville commencent à penser que le système républicain n'entraîne que des révolutions et l'anarchie, et que le plus indiqué pour stabiliser le pays est de créer une couronne et de la confier de préférence au duc d'Orléans. Cela comble les vœux de Le Moyne, qui s'empresse alors de rentrer en Europe pour mener à bien le projet. Pour sa part, Pueyrredón promet de diminuer l'influence anglaise dans la ville, port et capitale de l'ancienne vice-royauté, en se servant de la presse, d'envoyer des députés dans les provinces pour les disposer favorablement à l'aboutissement de ce plan et de dépêcher un agent en France pour en accélérer le processus.

7 On choisit pour ce faire, bien qu'il ne parle pas un mot de français, le chanoine Valentín Gómez. A son arrivée à Paris, courant 1819, ce dernier apprend que Louis XVIII n'est pas favorable à l'élévation d'un Orléans au trône de Buenos-Aires et qu'il propose plutôt le duc de Lucques, ancien héritier du royaume d'Étrurie, lié par sa mère à la maison des Bourbons. Dans les instructions établies par le gouvernement des Provinces-Unies du Rio de la Plata, il est clairement stipulé que la couronne projetée ne doit en aucun cas revenir à un prince de la maison régnante d'Espagne ni à aucun autre d'une dynastie « de second ou troisième ordre ». Cependant le ministre des Affaires Etrangères voit dans le nouveau candidat un moyen incomparable de résoudre le différend de la Bande-Orientale, alors disputée entre Buenos Aires et l'empire luso-brésilien[6], puisque le duc de Lucques, n'étant pas marié, peut épouser une princesse de la maison des Bragances, ce qui mettra fin au litige.

8 Le Congrès des Provinces-Unies examine le projet en novembre 1819, et bien que pensant ne jamais pouvoir obtenir l'assentiment britannique, décide de l'approuver sous condition, parce qu'il lui paraît un moyen d'éviter la grande expédition de reconquête qui se prépare à ce moment-là à Cadix. De plus, les députés espèrent que la seule nouvelle de ce plan suscitera de la part du cabinet de Londres un net rejet et accélérera de sa part la reconnaissance de l'indépendance des Provinces-Unies. De toute façon, il est clair dès lors en Europe que l'action des ambassadeurs français à Madrid et à Moscou n'a eu aucun effet et que, dans ces conditions, il faut abandonner l'idée du couronnement du duc de Lucques.

9 Les négociations, initialement secrètes, sont connues en Europe et en Amérique après l'arrivée au pouvoir de Manuel Sarratea, apparemment avec l'aide des Anglais[7]. En

effet, ce dernier décide d'instruire un procès en haute trahison contre ses prédécesseurs au gouvernement et ordonne la publication des principaux documents se rapportant à leurs démarches. Ce qui suscite à Londres et à Madrid un certain malaise vis-à-vis du cabinet parisien et une méfiance profonde en Amérique méridionale quant aux intentions des monarques français, qui non seulement cherchent à établir des monarchies bourboniennes sur le continent, mais en outre ont décidé de subordonner leur politique à celle de Ferdinand VII[8]. Il faut ajouter que les Anglais diffusent l'affaire dans leurs journaux avec l'intention apparente de décrédibiliser le cabinet des Tuileries[9].

Benoît Chassériau en Colombie

10 Tant que les guerres napoléoniennes ont polarisé l'attention du monde, l'issue de la lutte indépendantiste sur le continent américain a été subordonnée aux événements d'Europe. Avec la déroute de Napoléon, le retour de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne et l'envoi d'une puissante expédition militaire au Venezuela et dans le Nouveau Royaume de Grenade, la situation paraît de nouveau favoriser les royalistes. Toutefois, quand, à la mi-1819, l'armée libératrice, commandée par Simón Bolívar, traverse les versants néo-grenadins de la cordillère des Andes et s'empare de la capitale vice-royale de Santa Fé de Bogota, la dynamique de la guerre prend une nouvelle tournure en Terre-Ferme. Ces victoires permettent non seulement la création et la consolidation d'une République étendue et soumise à une autorité en général acceptée, mais aussi laissent entrevoir pour la première fois une déroute définitive de l'Espagne sur le continent. C'est pourquoi la nouvelle de l'effondrement de l'autorité royale à Santa Fé met en France le feu aux poudres et favorise le dessein d'une nouvelle stratégie destinée à se positionner face aux nouveaux gouvernements et à arracher pour le moins une partie du commerce américain aux Anglais. La crainte que ce monopole ne s'affirme préoccupe vraiment le cabinet des Tuileries. En mars 1820, un mémoire adressé au ministère des Affaires étrangères analyse la situation sans complaisance. L'Angleterre possède « une longue ceinture d'îles et des postes militaires[10] » qui s'étend de Trinidad, à l'embouchure de l'Orénoque, jusqu'à la Jamaïque, de sorte qu'elle ferme aux autres puissances l'accès aux Caraïbes et maintient pratiquement la nouvelle République de Colombie en état de blocus. Assurément la France compte sur la Martinique et la Guadeloupe au centre de « cette chaîne militaire anglaise » qui asphyxie la nouvelle République, mais ces deux îles ont entre elles la Dominique et sont à leur tour entourées de possessions britanniques (Antigua, Saint-Christophe et Montserrat d'un côté, Sainte-Lucie et la Barbade de l'autre).

11 A la mi-1821, le ministre des Affaires Etrangères de Louis XVIII s'entretient à plusieurs reprises avec son collègue de la Marine et des Colonies de la nécessité de nommer un agent officieux à La Havane pour informer les deux administrations, non seulement de ce qui se passe à Cuba, mais aussi de tout ce qui concerne les intérêts politiques et commerciaux de la France dans les Caraïbes et dans les deux Amériques. Le ministre de la Marine étant aussi chargé par son collègue du choix de la personne la plus à même d'accomplir cette mission, n'hésite pas à recommander un sujet tombé en disgrâce, apparenté à de vieux colons de Saint-Domingue, ancien résident dans cette île et dans celle de la Jamaïque, et soutenu par le gouverneur de la Martinique et par le capitaine de vaisseau Ange de Mackau : Benoît Chassériau[11].

12 Encore une fois, l'objectif est multiple : d'une part, défendre les intérêts des commerçants et armateurs français et de l'autre, recueillir des informations immédiates, sûres et nombreuses sur le déroulement de la guerre. Lorsqu'il apprend le projet, le candidat prétend être nommé agent commercial dans l'île de Cuba, tout en proposant de visiter également à partir de là différents points du continent. Il plaide également pour que la France tienne dans la Terre-Ferme une conduite semblable à celle des Anglais et des Nord-Américains, voyant dans le conflit une « querelle de famille » tout en développant, entre-temps, ses relations économiques[12]. En définitive, et pour des raisons qui ne sont pas claires (mais qui certainement ont quelque chose à voir avec le refus espagnol de recevoir des agents étrangers à Cuba)[13], les autorités parisiennes décident que leur agent se contentera d'observer et qu'il résidera en Colombie et non pas aux Antilles.

13 Pourquoi choisir ce pays et non pas le Mexique ou le Rio de la Plata ? Peut-être parce qu'à la différence de ces derniers, la Colombie possède déjà un gouvernement unifié qui contrôle un territoire que les armées du roi d'Espagne ne peuvent plus véritablement lui contester. Il s'agit là du point qu'il importe le plus d'explorer et de connaître. En ce qui concerne la partie politique de sa mission, le commissaire reste chargé de comprendre quel est exactement le type de relation que les indépendantistes entretiennent avec l'Angleterre, de surveiller les sujets britanniques employés dans le pays par l'amiral Louis Brion et par Simón Bolívar et d'explorer toute possibilité d'accord avec l'ancienne métropole. Pour ce qui concerne la partie commerciale de son voyage, l'agent doit s'informer précisément de l'état économique du pays et étudier de quelle façon les producteurs français pourraient s'emparer du marché des cotonnades produites à Tunja et Socorro, comme de celui de la quincaillerie et du trafic lucratif du fer sous toutes ses formes (charrues, clous, etc.). De même, on lui demande d'obtenir et d'envoyer des échantillons des produits les plus consommés et des récipients les plus adaptés au transport des vins, des huiles et des eaux-de-vie. En somme, la mission doit servir à préparer une offensive tant politique que commerciale contre l'influence britannique. Le gouvernement français espère bien remporter des succès dans son entreprise en raison de la confiance que lui inspirent les grandes affinités existant entre ses ressortissants et ceux de l'Amérique espagnole en termes de coutumes et de religion[14].

14 Qui est l'agent destiné à la Terre-Ferme et pour quelle raison le choisit-on pour explorer la nouvelle réalité républicaine de la région ? Né à La Rochelle en 1780, Benoît Chassériau est fils d'un négociant peu fortuné et d'une femme originaire des Antilles[15]. Sa famille compte 16 frères et sœurs, dont l'un est devenu général de l'Empire avant de mourir à Waterloo. Ayant perdu son père à l'âge de cinq ans et sa mère à quatorze, il se voit dans l'obligation de travailler comme employé de bureau avant de s'occuper des préparatifs de l'expédition d'Egypte. Il réussit à s'y faire admettre comme secrétaire du général Damas et, après le retour de Bonaparte en France, devient à 19 ans administrateur de province. Après l'évacuation de l'Egypte, et devant l'impossibilité de trouver un poste lucratif en France, Chassériau choisit de rejoindre le corps chargé de réprimer la révolution à Saint-Domingue. Il y exerce les fonctions de trésorier général et de secrétaire de la colonie française dans la partie orientale de l'île, où il épouse la fille de Couret de la Blaquière, un propriétaire colonial désargenté. De cette union naissent plusieurs enfants, parmi lesquels le fameux peintre Théodore Chassériau[16] (1819-1856).

15 Les campagnes de Dessalines et sa tentative d'expulser les Français de la totalité de l'île mènent les propriétés de la famille à la ruine. Commence alors à se développer le projet impérial de faire de la péninsule de Samana une enclave commerciale : Chassériau et son beau-père reçoivent alors une concession sur laquelle ils concentrent toutes leurs énergies durant seulement 18 mois, car la nouvelle de l'invasion de l'Espagne par Napoléon suscite l'animosité de la population locale, le déclenchement de nouveaux désordres, et plus tard l'expulsion des Français. C'est juste avant la chute de Saint-Domingue aux mains des Espagnols que Chassériau demande un passeport pour se rendre à Curaçao et de là au Venezuela, où les indépendantistes accueillent de bon cœur les étrangers. Sans que l'on sache très bien pourquoi son séjour dans ce pays est si bref, le réfugié se dirige ensuite à Saint-Thomas et à Carthagène. Reçu à bras ouverts par les révolutionnaires du principal port néo-grenadin, il y fait carrière comme capitaine et major du génie et en tant que directeur de la haute police avec le titre de commissaire général. Il participe donc, sous les ordres d'un autre aventurier français, Pierre Labatut, à l'invasion de Sainte-Marthe puis, en tant que commandant d'une escadrille de 15 bateaux de guerre et de mille hommes armés, se charge d'une brève mission à Porto-Bello, où l'on pense à tort que la population est favorable aux changements politiques[17]. Les dates ne sont pas très précises, cependant au cours de l'année 1815, Chassériau abandonne le Nouveau Royaume et s'installe en Jamaïque pour se consacrer à des spéculations commerciales. Le sort lui est contraire et il perd vite tout ce qu'il possède, entraînant dans sa chute ses bienfaiteurs et ses garants. Peut-être ces difficultés économiques lui donnent-elles l'idée de se transformer en agent officieux du gouvernement de Louis XVIII aux Antilles. Toujours est-il que Benoît Chassériau s'efforce d'entrer en contact avec les navires de guerre qui mouillent sur ces côtes et de leur fournir des informations sur Haïti et la Terre-Ferme, pour leur venir en aide dans la mesure de ses moyens et leur suggérer la nécessité pour la France d'arracher à l'Angleterre et aux Etats-Unis une partie de leur commerce lucratif avec les nouveaux Etats américains. Ses bons offices reçoivent l'approbation des capitaines de navires, qui n'hésitent pas à le recommander au général Donzelot, gouverneur de la Martinique. Ce dernier, lui aussi vétéran de la campagne d'Egypte, ne se fait pas prier : le vieux lien avec Napoléon se révèle si efficace que les services de Chassériau parviennent aux oreilles du baron Portal, ministre de la Marine et des Colonies.

16 En 1819, les agents de la Nouvelle Grenade à Londres et à la Jamaïque préparent conjointement une expédition contre Porto-Bello qu'ils confient à l'écossais Gregor MacGregor. Chassériau est convaincu qu'il s'agit là en réalité d'une manœuvre anglaise pour s'emparer de l'isthme de Panama, et, désireux de se montrer utile aux yeux du cabinet parisien, il conçoit le plan d'inciter le corsaire français Louis Aury à déserter le pavillon sous lequel il navigue, celui de la Ligue Fédérale créée par José Gervasio Artigas dans la Banda Oriental, à devenir un allié de Bolivar. La proposition séduit le marin, qui a été autrefois emprisonné par les Anglais, et ne demande en retour que des armes et des munitions. Malheureusement, le contexte international empêche la France de se lancer dans des expéditions, secrètes ou non, outre-mer ; la proposition est repoussée par le ministère. Ce dernier, jugeant utile la présence de Chassériau en France, envoie à sa recherche à Kingston un bateau de la station navale des Îles Sous-le-Vent en novembre 1820. Dès son arrivée à Paris, commencent vraiment les démarches pour ouvrir une agence publique dans la Terre-Ferme[18].

17 L'initiative reçoit finalement l'aval du ministère des Affaires étrangères. Chassériau laisse sa femme enceinte et ses trois enfants à la garde de son frère, se rend à Calais début septembre et gagne la Martinique où il doit demeurer un certain temps en raison du blocus imposé à Puerto-Cabello par les indépendantistes, ce qui rend alors impossible la navigation commerciale[19]. Le 16 janvier 1822, l'agent français s'embarque sur la goélette *La Béarnaise* en direction des côtes vénézuéliennes et, après avoir passé quelques jours seulement à Cumana, Barcelone et La Guaira, arrive à Caracas, ville dans laquelle ses amis contrôlent selon lui les affaires civiles et militaires. Comme, tout au long de son court périple, il trouve les côtes du pays fourmillant de bateaux anglais, hollandais et nord-américains. Chassériau annonce à qui veut l'entendre que le but de son voyage est de changer ces relations malvenues en ouvrant une voie commerciale directe avec la France. Cependant, il a les mains liées.

18 Alors qu'il tente de combattre l'influence des Britanniques et des Nord-Américains et l'hostilité des agents de Saint-Thomas et de Curaçao, il ne dispose ni de lettres de créance ni d'instructions. Incapable donc de faire des propositions concrètes et même de répondre aux questions les plus élémentaires concernant les vraies intentions de la France, le commissaire reçoit la nouvelle de la chute du duc de Richelieu et du changement de gouvernement : cela va-t-il entraîner une modification de la politique française ? Aux hésitations engendrées par ces événements, vient s'ajouter l'épuisement rapide des fonds mis à sa disposition, ce qui le contraint à renoncer à son voyage à Bogota. En outre, les journaux des Caraïbes commencent à annoncer le départ d'une expédition française contre les nouvelles républiques, ce qui met en doute sa crédibilité ; sa situation finit par devenir critique. Il prend donc la décision raisonnable de retourner à la Martinique le 10 mai 1822, moins de quatre mois après son arrivée au Venezuela[20].

19 Cela lui a suffi néanmoins pour recueillir des informations précises sur la situation civile, militaire, politique et commerciale de la Colombie. Il s'en sert pour rédiger deux intéressants rapports sur les idées desquelles il vaut la peine de revenir brièvement. Selon lui, avec la libération imminente de Quito, la République de Colombie est appelée à devenir l'un des pays les plus vastes, les plus beaux et les plus fertiles de la terre. Il pense que, pour contrer l'influence britannique, il faut que la France intervienne résolument, non seulement dans le domaine commercial, mais aussi dans le peuplement des territoires vierges et dans l'éducation de la jeunesse. En effet, la présence des enfants des principales familles colombiennes dans les collèges parisiens doit contribuer fortement à l'implantation des goûts, des modes et de la consommation des produits du royaume. De même, la fondation de colonies agricoles au centre de la Colombie permettra d'accroître l'influence française et de diminuer celle des Britanniques[21]. Cependant, pour remporter cette bataille, il faut absolument compter sur la présence d'un d'entrepôt dans les Caraïbes. Chassériau considère que, malheureusement, ni la Martinique ni la Guadeloupe ne peuvent jouer un tel rôle, étant donné que leur situation géographique et la trajectoire des alizés les éloignent des ports de la Colombie. Les Antilles anglaises, tout comme Curaçao, se trouvent au contraire au nord de la côte de la République, et leur position perpendiculaire aux vents dominants rend les traversées dans l'un et l'autre sens extrêmement courtes. Chassériau pense que l'endroit idéal pour gagner la bataille commerciale aux Caraïbes est l'ancienne colonie de Saint-Domingue, dont des négociations peuvent faire, selon ses dires, « la Jamaïque française[22] ». Sans doute le remède préconisé est-il pire que le

mal, puisque la France n'est en aucune manière disposée à entrer en pourparlers avec une république d'anciens esclaves, moins encore pour obtenir une plateforme commerciale aux Caraïbes. N'était-il pas plus facile d'établir des relations directes avec les nouveaux régimes hispano-américains ?

Les agents de 1823

20 Assurément, les résultats obtenus par la mission confiée à Benoît Chassériau sont peu satisfaisants. En outre, commencent à circuler, sur le passé de l'agent, des rumeurs qui paraissent expliquer en bonne partie les maigres résultats obtenus. Le cabinet français, persuadé que les insuffisances de Chassériau, plus que la nature de la mission qu'on lui a confiée, expliquent cette déconvenue, décide en 1822 de nommer un groupe de nouveaux représentants sans caractère public envoyés en Colombie, au Mexique et au Pérou.

21 Qui sont les individus nommés par le ministère des Affaires étrangères pour inspecter et rédiger des rapports précis concernant la nouvelle réalité américaine ? Gaspard-Théodore Mollien, né à Paris en 1796, est entré en 1814 dans l'administration de la Marine. Son premier voyage le mène au Sénégal, où il est chargé d'une mission exploratoire. Le rapport qu'il rédige à son retour est salué avec enthousiasme et lui vaut la Légion d'Honneur et l'appui de Louis XVIII pour sa publication sous forme de livre. Mollien est intégré ensuite au ministère des Affaires étrangères, bien que ce ne soit pas dans les bureaux, le déroulement de sa carrière devant se poursuivre aux Caraïbes. De fait, après sa mission en Colombie, il doit assumer la charge de vice-consul (1825) et de consul au Cap-Haïtien (1828), enfin celle de consul général à Port-au-Prince (1831) et à La Havane[23] (1841).

22 Le colonel Julien-Désiré Schmaltz est né en 1771 à Lorient et sert les intérêts hollandais comme lieutenant du génie à Batavia à partir de 1799. Fait prisonnier par les Anglais en 1811, il revient dans son pays deux ans plus tard, pour devenir en 1814 commandant à Basse-Terre (île de la Guadeloupe) puis commandant d'infanterie et gouverneur du Sénégal entre 1816-1820. De retour du Mexique, il est nommé consul à Smyrne, fonction qu'il exerce jusqu'à sa mort, survenue un an plus tard[24]. Le colonel Schmaltz entreprend sa mission au Mexique accompagné de sa femme et de sa fille, avec l'aide d'un compagnon de voyage, Achille de la Motte, sur lequel on manque de tout renseignement[25].

23 Enfin, le comte Adolphe de Landos est apparenté par son mariage à la puissante famille de Montmorency-Laval ; c'est ce qui lui vaut sans aucun doute sa nomination comme agent au Pérou. Tout indique que sa situation économique est compromise et qu'il voit dans sa mission en Amérique du Sud le moyen d'améliorer la médiocrité de sa condition. En effet, avant de s'embarquer, il emprunte de l'argent à ses amis et l'emploie en produits de pacotille (fleurs artificielles, boucles d'oreilles, peignes...) qui, une fois vendus rapidement se transforment en un chargement de cacao[26]. Il semble que Landos n'ait eu aucune expérience en matière de diplomatie ou de colonies et ait été complétement dépourvu de connaissances en langue espagnole. Hypothèse confirmée par le fait que le ministère des Affaires étrangères ait choisi de nommer auprès de lui un adjoint compétent, Jean-Pierre Rattier de Sauvignan. Ce dernier bénéficie d'une longue expérience au sein des bureaux consulaires français en différents points du monde hispanique et, comme Benoît Chassériau, est étroitement lié

à Saint-Domingue, où il est né à Saint-Marc, au sein d'une famille originaire de Bordeaux. A la suite de mésaventures liées à la révolution haïtienne, il s'est vu contraint de quitter son île natale et de s'installer à Cuba, où il devient secrétaire du consul à Santiago (1801-1802). Par la suite, il exerce la même fonction pendant 20 ans en Espagne, plus précisément à Santander, Barcelone et Cadix. Il s'agit donc là d'un homme qui connaît en profondeur la réalité espagnole et qui possède un caractère bien trempé, après l'expérience traumatisante de l'invasion napoléonienne. Sa carrière, toutefois, est au point mort et ses efforts pour obtenir un vice-consulat sont restés sans effet jusqu'alors[27]. De fait, durant la traversée de l'Atlantique il est considéré comme un « domestique » puisque, à la différence du comte de Landos, de Mollien, du colonel Schmaltz et de La Motte, il n'a pas accès à la table du capitaine et partage la ration des simples matelots[28].

24 Les agents que les autorités françaises désignent en 1822 pour l'examen des réalités républicaines de l'Amérique Méridionale ont un profil commun (à l'exception du comte de Landos, dont la nomination obéit à une autre logique). Mollien et Schmaltz possèdent une solide expérience de la vie coloniale africaine, ayant vécu au Sénégal. Schmaltz a en outre résidé dans l'île de Java et aux Caraïbes, ce qui, dans le dernier cas, le rapproche de Rattier de Sauvignan, natif de Saint-Domingue, ancien secrétaire du consulat français à Cuba et grand connaisseur de la réalité espagnole. Le lien établi entre le Sénégal et les Antilles est très significatif, car il démontre que la gestion de la question hispano-américaine a un statut ambigu et occupe une zone frontière entre le ministère des Affaires étrangères et celui de la Marine et des Colonies. Les individus choisis ont donc des origines et des carrières qui les prédisposent à analyser et observer les nouveaux Etats républicains avec des œillères peu favorables à la reconnaissance de leur indépendance. Le fait que Rattier de Sauvignan ait été un employé de bas niveau du monde consulaire confirme cette hypothèse. La France a décidé d'entrer en relation avec les anciennes colonies espagnoles, plutôt qu'avec les nouveaux Etats ; c'est pourquoi les agents retenus n'ont pas en main d'accréditation. Naturellement donc, ils doivent tous privilégier dans leur action l'aspect commercial ; ils corroborent, peut-on penser, les idées selon lesquelles leurs commettants conçoivent et définissent le problème hispano-américain.

25 De Rochefort, le groupe des quatre commissaires gagne les Etats-Unis. Après une escale à Norfolk, où Landos et Schmaltz doivent s'acquitter d'une commission de leur ministère, ils se dirigent sur le port de Carthagène. Schmaltz et Mollien quittent le navire et entament vraiment leur mission. Landos et Rattier de Sauvignan, de leur côté, poursuivent immédiatement jusqu'à l'isthme de Panama, avec l'intention de gagner le Pacifique et la ville de Lima[29].

26 Il faut trois mois à Mollien pour aborder à Carthagène ; il est contraint d'y rester deux autres mois en raison des suspicions qu'a engendrées l'arrivée des trois voyageurs sans lettres de créance sur une corvette de guerre française. Aussi n'est-ce qu'à la mi-janvier 1823 qu'il peut se mettre en route pour Bogota, sans que cesse pour autant l'étroite surveillance à laquelle il est soumis durant tout son séjour. Pour couronner le tout, les déplacements du commissaire se trouvent aussi entravés par le manque de fonds, les calculs faits à Paris se révélant clairement insuffisants compte tenu de la cherté de la vie dans le pays. Selon Mollien, les différences entre les habitants des régions froides et chaudes du pays sont trop importantes pour que l'on puisse croire à la possibilité d'un gouvernement unitaire. Le corps politique est réduit à une infime

portion de la population, si bien que, pour accueillir les sessions du sénat, il suffit de la salle d'un collège. Les coffres sont vides, les mercenaires étrangers mécontents de n'avoir pas reçu de récompenses après tant d'années de sacrifices, et les 30 000 hommes de l'armée, qui ne reçoivent pas régulièrement leur solde, se trouvent mal équipés : il faut les maintenir occupés à faire la guerre et financer leurs dépenses au détriment de l'ennemi, bien qu'ils ne mangent que des bananes et un peu de viande. Il en résulte ainsi que la Colombie se trouve dans la position singulière d'avoir besoin de la confrontation avec l'Espagne pour se garder des factions et des luttes intestines. En attendant, son entrée dans l'orbite de l'influence britannique se trouve si avérée que, selon Mollien, il est difficile d'écarter la possibilité de la création d'un protectorat. Si l'on peut accorder du crédit à ses observations, le commerce du pays est entre les mains des Anglais de la Jamaïque, de la Trinidad et de la Guyane, qui vendent leurs marchandises à des prix inférieurs à ceux du marché en Europe, accordent de généreux crédits allant jusqu'à 18 mois et protègent leurs clients sur leurs navires de guerre. En outre, nombreux sont les sujets du Royaume-Uni qui occupent des places importantes dans l'armée et n'ont pas hésité à se faire naturaliser « pour être sous ce manteau plus utiles à leur patrie. » Que peut faire la France pour combattre semblable influence ? Mollien voit dans les scientifiques envoyés par le ministre de la Colombie en Europe un indice de ce que l'on peut réaliser dans cette guerre sourde pour le commerce et la prépondérance politique dans la nouvelle république. A son avis, il existe d'autres moyens, depuis la création de cafés, de restaurants et d'hôtels jusqu'à la création de bibliothèques ou d'imprimeries. Il faut, enfin, imiter « le système des Anglais » et promouvoir la présence des Français dans tous les rangs sociaux et dans toutes les entreprises[30].

La mission de Schmaltz

27 Le 25 décembre 1822, après avoir pris part à un « grand dîner » et à « un superbe bal » à Carthagène, le colonel Schmaltz et sa suite embarquent sans tarder pour Veracruz[31]. Ils y parviennent près d'un mois plus tard au moment précis où se déroule l'insurrection qui doit amener la chute d'Iturbide. Immédiatement, la présence des voyageurs suscite la méfiance des autorités : leur bagage, de même que leurs manières et l'abondant crédit dont ils disposent, ne semblent pas ceux d'un groupe de simples commerçants. Très rapidement, il paraît clair qu'il s'agit d'espions dont l'intention n'est pas seulement de connaître exactement l'état de l'Amérique méridionale, mais surtout de torpiller l'union fédérale et de convaincre les Mexicains de « recevoir le duc de Lucques comme héritier de Montezuma[32]. » Comme on le voit, la mission de Le Moyne à Buenos-Aires a laissé une profonde impression sur les esprits des leaders indépendantistes de toute la région.

28 La nouvelle est publiée aussitôt dans un journal de la capitale et alarme tous les partis : Iturbide craint « pour sa couronne, ses adversaires pour leurs projets de république, les Espagnols pour leurs espérances de réduire le Mexique à se replacer sous le joug de son ancienne métropole ». Comme on peut l'imaginer, il n'est pas facile à Schmaltz d'obtenir un passeport pour se rendre dans la capitale, mais il y est bien reçu, sa mission y étant déjà connue grâce aux journaux français et nord-américains. Ce soulagement dure peu, la nouvelle de l'invasion de l'Espagne par les troupes françaises lui aliénant les sympathies des commerçants péninsulaires qui voient d'un très bon œil

le régime libéral. La situation de Schmaltz se complique encore au vu du triomphe du parti républicain et des rumeurs persistantes prétendant que l'Expédition des *Cent mille fils de Saint-Louis* doit être le préambule d'expéditions militaires contre l'Amérique méridionale. Dans ce contexte délicat, le représentant de la France confie sa correspondance, dans les premiers jours d'août, au consul nord-américain qui doit entreprendre un voyage à Washington. Soit par trahison, soit par sympathie face à une simple réclamation du gouvernement mexicain, ce diplomate remet sans rechigner les plis de correspondance dans lesquels, outre des rapports sur la situation minière, se trouve une lettre chiffrée concernant la situation politique du pays. A peine reçoit-il le dossier que le gouvernement mexicain convoque les agents français et, après un long interrogatoire, décrète leur arrestation et saisit leurs papiers. Schmaltz et La Motte demeurent un mois en prison, avant de recevoir le 30 octobre 1823 l'ordre de quitter le pays. Les voyageurs prennent sans tarder la route de Tampico pour examiner une partie considérable du royaume en particulier les villes de Queretaro et San Luis Potosi, avant de s'embarquer pour la Nouvelle-Orléans[33].

Rattier de Sauvignan au Perou

29 Le comte de Landos et Rattier de Sauvignan s'embarquent comme prévu à Porto-Bello, traversent l'isthme et se dirigent depuis la ville de Panamá vers Guayaquil, le 12 décembre 1822. Pendant ce voyage, le comte de Landos tombe gravement malade et meurt de fièvre dans le village de Tumaco sans assistance médicale. Rattier de Sauvignan doit donc assumer seul la mission et, à son arrivée à Guayaquil, il est présenté par la presse comme un représentant officieux mais certain de Louis XVIII. En conséquence, Simon Bolivar l'accueille amicalement, s'entretient et dîne avec lui à plusieurs reprises. Finalement, il parvient au Callao, le port de Lima, le 13 juillet 1823 au moment où l'armée espagnole, qui a repris le contrôle de Lima, s'apprête à l'abandonner[34].

30 Rattier note, comme tous les autres commissaires français de la période, l'influence prépondérante des Anglais et la méfiance qu'engendre son propre pays en raison de son intervention dans les affaires d'Espagne. Même si, à l'époque, il n'y a pas d'agents publics du cabinet de Saint James à Bogota et à Lima, les commerçants établis dans ces deux villes en tiennent lieu, tant à travers les prêts d'argent et d'équipements qu'en raison de leurs relations de proximité avec les personnes les plus considérables. Les maisons les plus importantes ont des succursales sur toute la ligne côtière du Pérou et dans les villes de l'intérieur, et communiquent à Londres des informations détaillées sur la situation du pays et sur les moyens les plus à même d'accroître les opérations commerciales. Le corps des officiers de marine est également composé majoritairement de Britanniques. Ne faudra-t-il pas entourer Bolivar d'officiers français du génie ou de l'artillerie[35] ?

31 Malgré ce qu'il affirme dans une lettre au ministère, selon laquelle le retour des Espagnols à Lima ne lui cause pas de préoccupations et ne l'incite pas à quitter la ville, les relations amicales qu'il continue d'entretenir avec le secrétaire de Bolivar (le colonel Pérez) entraînent son expulsion, sa détention au Callao le 15 mars 1823 et trois mois de mauvais traitements aux galères[36]. Quand on le libère, Rattier se réfugie quelque temps à Guayaquil et ne retourne à Lima que début mai 1825. Tout se trouve alors changé : bien que sa condition de victime des Espagnols ne puisse que plaider en

sa faveur vis-à-vis des autorités républicaines, la nouvelle d'un second voyage de Benoît Chassériau le long de la côte colombienne a généré, comme on le verra plus loin, un climat de méfiance généralisée à l'encontre des agents officieux français, climat dont les conséquences se font même sentir au Pérou et au Chili. Un orateur révolutionnaire n'a-t-il pas lu en public à Santiago les prétendues instructions prises sur Chassériau demandant aux officiers français de se retirer de tous les régiments du pays[37] ? En outre, d'autres représentants du cabinet parisien parcourent ce territoire au même moment. Il s'agit de deux agents secrets du ministère de la Marine et des Colonies voyageant sous le couvert d'aides de camp du contre-amiral Rosamel (Alphonse de Moges et Regnault de la Susse). Rattier de Sauvignan décide donc très judicieusement de rembarquer : il arrive à Bordeaux le 27 janvier 1826[38]. Ses mésaventures au Pérou aboutissent pour lui à des résultats ambigus, puisque, s'il peut être finalement nommé vice-consul à La Havane en 1828, les autorités espagnoles se refusent à lui donner l'exequatur en raison de son comportement suspect envers les indépendantistes durant son séjour à Lima[39].

32 Comment expliquer les missions parallèles des aides-de-camp du contre-amiral Rosamel ? Pourquoi dépendent-ils uniquement du ministère de la Marine et des Colonies ? Sans doute parce que l'expérience a montré que les chefs indépendantistes préfèrent avoir affaire à des militaires plutôt qu'à de détestables commissaires sans lettres de créance et à leurs déambulations mystérieuses. Que sait-on exactement de ces nouveaux agents ? Leur but principal est de démentir les rumeurs qui affectent l'image de la France et de recueillir des informations de première main sur le Chili et le Pérou. Pour cela, le ministre de la Marine et des Colonies les a chargés de résider à Santiago et à Lima, où ils pourront connaître et fréquenter les hommes les plus influents, et leur a demandé, avant d'achever leurs missions respectives, de voyager à travers les provinces, à l'intérieur des deux pays en se faisant passer pour des naturalistes. L'idée est qu'ils arrivent jusqu'à Buenos-Aires et qu'après une escale à Rio de Janeiro ils rembarquent pour la France[40].

33 En conséquence, le capitaine de frégate Alphonse de Moges voyage pendant 15 mois en Amérique du Sud, entre Lima, Santiago et Buenos-Aires, pénétrant dans le Haut-Pérou la veille de la bataille d'Ayacucho dans l'intention – déçue – de s'entretenir avec le vice-roi. Ses commentaires sur les troupes royales sont dignes d'être retenus, tout comme sa surprise devant la soldatesque majoritairement indigène et métisse ou face à l'austérité dont font preuve les officiers espagnols qui partagent avec leurs subordonnés fatigue, danger, nourriture et uniformes de toile grossière. La cohésion et la résistance ont donc une explication satisfaisante, Canterac n'est-il pas acclamé comme « fils du soleil » ? Du Haut-Pérou, Alphonse de Moges parvient à Lima. Là, il assiste à l'entrée triomphale de Bolivar et prend contact avec lui et avec les ministres du nouveau gouvernement. Malheureusement pour lui, les nouvelles publiées dans les journaux d'Angleterre, de Buenos-Aires et de Colombie sur la conduite douteuse de la France vis-à-vis de l'Amérique indépendante l'obligent à quitter la ville un certain temps et le convainquent de la nécessité de rentrer dans sa patrie[41].

34 Quant à Regnault de la Susse, il convient de dire que sa présence au Chili éveille aussi toute sorte de suspicions et que les accusations qu'on lui adresse d'être un agent de la Sainte-Alliance de la même espèce que Chassériau lui valent des menaces de mort. Les soupçons finissent par affecter aussi les officiers français servant dans l'armée locale, Beauchef et Viel, dont la démission est réclamée au Congrès. Regnault de la Susse

décide donc de mettre un point final à sa mission au début 1826 et rentre en France par Mendoza, San Luis et Buenos-Aires[42].

35 Ainsi les nouveaux agents deviennent-ils, eux aussi, objet de suspicions et il ne leur est pas possible de changer la mauvaise image de la France. Obéissant aux instructions du ministre de la Marine et des Colonies, le contre-amiral Rosamel offre la gratuité du passage aux enfants des familles influentes envoyés en France pour faire leurs études[43]. Il s'agit aussi bien d'une manière de se concilier les nouvelles autorités, que d'une mise en place de la politique suggérée par Chassériau à l'issue de son premier voyage. Néanmoins, des faits très clairs démentent avec force les timides gestes de rapprochement du cabinet parisien. Les officiers espagnols vaincus à Ayacucho n'ont-ils pas affrété un bateau français pour rentrer en Europe ? Et le comte de Rossi n'a-t-il pas passé une soirée entière à Quilca à converser avec le général espagnol José de Canterac sur son propre vaisseau[44] ?

Second voyage de Chassériau en Colombie

36 Fin septembre 1823, Chassériau fait de nouveau des démarches instantes auprès des fonctionnaires du ministère pour revenir en Colombie, en rappelant que Donzelot est toujours le seul intermédiaire de la France avec les colonies espagnoles, et suggérant que sa collaboration sera d'un grand secours pour le gouverneur[45]. En novembre, la nouvelle mission est approuvée et Chassériau, désirant voyager avec son fils Frédéric, qui doit lui servir de copiste, annonce son intention de passer par Riohacha et Carthagène, avant de visiter Bogota et Caracas[46]. La promptitude avec laquelle le cabinet parisien accueille sa proposition s'explique par les conséquences immédiates de l'expédition des *Cent mille fils de Saint Louis*. En effet, en réponse à cette intervention militaire, les Anglais, ayant craint un moment des opérations conjointes franco-espagnoles en Amérique, se hâtent d'expédier de nouvelles forces dans les Caraïbes et d'annoncer l'envoi imminent de consuls auprès des nouvelles républiques. La France, pour sa part, espère régler une fois pour toutes le conflit par un congrès européen à Paris ; pourtant, elle redoute que cela ne prenne beaucoup de temps et ne porte atteinte aux intérêts commerciaux du royaume[47]. Les principaux objectifs de cette seconde mission sont au nombre de trois : premièrement, explorer les possibilités d'aboutir à un accord capable de réconcilier les Etats indépendants avec leur ancienne métropole grâce aux bons offices français. Pour cela, on doit inciter les nouvelles républiques à faire des propositions concrètes et à envoyer à Paris des « commissaires » munis de pouvoirs suffisants. Afin que ce projet aboutisse, il est très important d'empêcher, entre-temps, la signature de tout accord politique et commercial du gouvernement de Colombie avec quelque autre puissance que ce soit, et particulièrement avec l'Angleterre, pour qu'il garde ainsi intacte sa liberté de manœuvre dans les négociations projetées. Comme on sait que les Britanniques ont déjà envoyé des agents à Bogota, il faut dissiper le mirage que constitue une reconnaissance formelle en soulignant que les lettres de créances ont été rédigées sous une forme « vague et inhabituelle ». La ferme intervention du cabinet parisien dans les affaires d'Espagne et la destruction du régime libéral rendent indispensables une série de conférences destinées à calmer les craintes fondées des Colombiens en ce qui concerne une éventuelle intervention contre l'Amérique méridionale. Expliquer aux principaux leaders du pays que la guerre en Espagne a pour seul objet de détruire une

révolution qui menace de « bouleverser l'Europe entière » et qui a « déjà fait à Naples et en Piémont de funestes essais de la contagion de ses principes » doit donc être le second but poursuivi par le représentant non-accrédité. En troisième et dernier lieu, Chassériau essaiera par tous les moyens de protéger et de promouvoir les relations commerciales du royaume. Pour atteindre ces trois grands objectifs, il lui est demandé d'entrer en contact et de travailler de concert avec Mollien, dont le ministère des Affaires étrangères suppose à tort qu'il se trouve encore à Bogota. De même, on lui recommande de maintenir des contacts fréquents, tant avec Donzelot qu'avec la station navale de la Martinique[48].

37 Le ministère des Affaires étrangères décide que la mission de Chassériau doit trouver son équivalent au Mexique et choisit pour cela le lieutenant de vaisseau Samouel, lui confiant la charge de « rectifier les opinions erronées » engendrées par la guerre d'Espagne[49]. Le 25 janvier 1824, les deux agents embarquent à Brest sur la frégate Jeanne d'Arc et atteignent la Martinique onze jours plus tard[50]. Les nouvelles qu'ils reçoivent à leur arrivée ne présagent rien de bon. Schmaltz a été arrêté à Mexico et on pense qu'il en est de même pour Mollien à Bogota. En outre, des journaux de Londres et Paris font état sans équivoque de la mission de Chassériau, alors que les consuls et les vice-consuls anglais et nord-américains ont déjà pris possession de leur charge dans les nouvelles républiques. Enfin, au mois de décembre 1823, un commissaire colombien (Francisco Carabaño) a été envoyé en Martinique par l'intendant du Venezuela pour chercher à connaître les véritables intentions de la France concernant les nouvelles républiques. La préoccupation des nouveaux gouvernements est donc avérée et se trouve confirmée par les rumeurs alarmistes répandues intentionnellement par les journaux financés par des capitaux anglais et rédigées par des individus de ce pays en Colombie. C'est du moins ce dont Chassériau est convaincu et, soulignant la nécessité pour les Français de faire de même, il réclame des sommes destinées à engager une plume dans cette république pour rédiger des articles favorables au cabinet parisien et démentir les nouvelles les plus nocives. Afin d'adoucir la prévention colombienne, Donzelot autorise Chassériau à prendre le titre d' « agent commercial et maritime », bien que tout le monde sache que l'absence de lettres de créance rend vaine cette nomination[51].

38 Comme lors de son premier voyage, Chassériau passe par Cumana (22 mars 1824), La Guaira et Caracas. Dans tous ces lieux, il observe de grandes préventions et beaucoup d'indisposition contre la France. Il semble que ces sentiments soient attisés par les périodiques anglais et nord-américains assurant qu'une grande expédition se prépare et qu'après avoir fait escale en Martinique, elle se dirigera vers différents points de la côte. Pour certains, la présence de Chassériau s'explique par la nécessité de tâter le terrain préalablement au débarquement redouté[52]. L'agent n'est pas mieux reçu à Sainte-Marthe : toutes les classes de la population le regardent avec suspicion, conformément à l'opinion préparée par la presse. Le gouverneur de la province (colonel Sardá) le traite en espion, le compare à Schmaltz, de la Motte et Mollien et se réfère aux rumeurs selon lesquelles l'Espagne aurait cédé à la France le territoire colombien, de telle sorte qu'une invasion peut être considérée comme imminente. A Carthagène, la presse entoure son arrivée de suspicion, ses anciens amis l'évitent par peur de se compromettre et les autorités disent franchement que sa présence dans la ville et la visite qu'il rend à bord de bateaux de guerre dans les ports de la République sont vus d'un très mauvais œil. N'ayant pas de lettres de créance, il ne peut que se dire envoyé

du gouverneur Donzelot, et la France ne perdant aucune occasion de venir au secours de l'Espagne, il s'avère impossible de savoir si son voyage n'est pas entrepris au bénéfice des ennemis de la Colombie. Pour tenter de percer à jour ses intentions, les autorités chargent un colonel du génie (José María Lanz) qui a résidé longtemps en France de s'entretenir avec lui et d'essayer de gagner sa confiance en disant du mal de la République. Bref, Chassériau ne peut être vu que comme un homme dangereux. Le lendemain, il est mis au courant de délibérations que l'on tient sur l'opportunité de l'arrêter ou de le soumettre aux outrages de la populace et, craignant que les instructions dont il est muni ne tombent au pouvoir des indépendantistes, il ne quitte plus son bateau et choisit de retourner à la Martinique le 27 juin[53].

39 Le voyage de Chassériau chagrine profondément les autorités colombiennes. Le ministre des Affaires Etrangères (Pedro Gual), quand il informe de ces événements le plénipotentiaire de la république à Londres (Manuel José Hurtado), souligne que la visite de Chassériau a rendu encore plus inquiétants « les mystères des Tuileries » et que le commissaire a disparu après avoir touché les côtes colombiennes « sous prétexte d'un désaccord avec le capitaine du bateau qui le transporte sans avoir fait aucune communication directe à ce gouvernement et sans en avoir reçu de lui[54]. » Hurtado est bien informé, car, presque au même moment, dans un entretien qu'il a avec le comte de Villèle lors de sa visite à Paris, il critique le recours à des commissaires munis d'instructions signées par le gouverneur de la Martinique. Selon lui, un tel type de mission ne peut produire aucun résultat, puisqu'on pourra toujours alléguer que ce que prétend un délégué de telle nature n'a pas de validité et ne peut jamais être reçu comme quelque chose d'officiel[55].

40 Pedro Gual mentionne encore l'affaire en novembre 1824 dans les instructions qu'il donne à José María Lanz en tant qu'agent confidentiel : alors que les visiteurs colombiens en France sont humiliés et maltraités, les commissaires envoyés incognito par le cabinet des Tuileries sont tolérés avec résignation, malgré leur conduite anormale. C'est pourquoi Lanz ne doit pas cesser de souligner, auprès des ministres français, les manœuvres des agents arrivés à Carthagène sur la frégate Tarn en novembre 1822, de même que la « conduite suspecte de M. Chassériau qui, sous le prétexte de remettre aux autorités subalternes de la côte des lettres du comte Donzelot, a reconnu et observé tous nos ports de l'Atlantique depuis Cumana jusqu'à l'Isthme sans avoir transmis une seule dépêche à ce ministère, comme on était en droit de l'attendre[56]. »

41 Quel a été par ailleurs le destin de Chassériau après sa seconde mission ? Il semble que le puissant « club colombien » de Paris se soit appliqué à répandre des rumeurs contre lui, selon lesquelles il a été expulsé du Venezuela comme agent des Anglais et selon lesquelles sa banqueroute de Jamaïque n'a été en réalité qu'une escroquerie commise à l'encontre d'un commerçant français qui a eu la mauvaise idée de l'aider. De plus, on l'accuse d'avoir pris part à l'expédition de MacGregor contre Porto-Bello. Par conséquent, les autorités font rechercher son nom dans les archives et demandent à son sujet des informations dignes de foi au consul français à Cuba[57]. Il en résulte qu'en 1802 on avait retiré à Chassériau sa charge de Saint-Domingue pour concussion. L'agent perd donc la confiance du cabinet et reste quelque temps sans emploi en proie à de grandes difficultés à Paris[58]. Finalement, les instances de ces amis bonapartistes (les généraux Beillard et Damas, entre autres) et de ceux de la marine aboutissent à sa réhabilitation et lui permettent d'être nommé agent (1826) et vice-consul honoraire à

Saint-Thomas (1832) et consul à San Juan de Porto-Rico (1834), ville dans laquelle il meurt en 1844[59].

Samouel au Mexique

42 En décembre 1823, le lieutenant de vaisseau Samouel est choisi pour accomplir une mission au Mexique, avec pour but de dissiper les rumeurs concernant les visées agressives attribuées à la France vis-à-vis des nouvelles républiques hispano-américaines[60]. Dans les instructions secrètes qui lui sont confiées, on trouve l'explication de sa désignation. Le contre-amiral Bergeret l'a recommandé au ministère de la Marine et des Colonies et ce dernier au ministère des Affaires étrangères, en raison des relations étroites qu'il a tissées avec le ministre Lucas Alamán en Martinique. En outre, Samouel a servi dans la station navale des Antilles et connaît le général Donzelot, ainsi que le colonel Schmaltz pour avoir commandé l'un des bâtiments de la division l'ayant conduit au Sénégal, lorsqu'il y a pris possession de son emploi de gouverneur[61].

43 La mission de Samouel aura un caractère secret et temporaire et sera subordonnée à celle du colonel Schmaltz. Samouel se contentera donc d'assumer l'identité d'un « officier autorisé à voyager pour son instruction, ou envoyé momentanément, soit par M. le gouverneur de la Martinique, soit par M. le commandant de la station, pour suivre quelques affaires qui intéressent, ou le service des bâtiments du roi, ou les navires[62]. » du commerce français. On espère qu'il parviendra à s'entretenir avec Alamán pour tenter de le convaincre des visées conciliatrices du cabinet parisien et de l'urgence d'aboutir à une entente avec l'Espagne. Contre toute attente, le ministre parisien des Affaires Etrangères considère qu'il est encore possible de rétablir au Mexique le système monarchique et en vient à imaginer comme réalisable un accord qui suppose le retour d'un vice-roi à la tête d'une administration « entièrement mexicaine ». En outre, l'agent se voit confier la charge habituelle de recueillir des informations précises sur la situation politique et militaire et des documents intéressants, et de rédiger un mémoire détaillé sur l'état du pays, ses forces militaires, ses finances, ses personnalités les plus influentes, etc.

44 Une fois en Amérique, Samouel est mis au courant des avatars subis par Schmaltz durant sa mission et se rend à la Nouvelle-Orléans pour s'entretenir avec lui avant de poursuivre vers le Mexique[63]. Les nouvelles que lui communique, sans rien dissimuler, le colonel concernant la situation politique du pays, lui enlèvent tout espoir d'atteindre les objectifs que lui ont confiés les autorités parisiennes : jamais le Mexique ne reviendra à l'état colonial et aucune espèce de médiation française ne sera possible en raison de l'opposition unanime des représentants des intérêts nord-américains et britanniques[64]. Malgré des avertissements si péremptoires, Samouel continue sa route, pourvu d'abondantes lettres de recommandation[65]. Quand il aborde les côtes mexicaines à la fin mai, il se présente porteur d'une mission du gouverneur Donzelot pour le ministre des Affaires Etrangères ; malgré cela, les autorités de Veracruz le reçoivent avec méfiance et lui font attendre au port l'autorisation du gouvernement de l'Union pour rejoindre la capitale. Il en profite donc pour visiter l'îlot de San Juan de Ulua, encore aux mains des Espagnols. Enfin, il pénètre à l'intérieur du pays avec le général Victoria qui l'invite à l'accompagner dans son carrosse à partir de la ville de Puebla. Le 16 juin, Samouel est déjà à Mexico et quelques jours plus tard rencontre

Alamán, mais non pas seul à seul, le ministre voulant éviter qu'on ne suspecte une correspondance directe et secrète avec des agents de la France, à un moment où des rumeurs persistantes l'accusent précisément d'être du côté du cabinet parisien et de la maison des Bourbons. Samouel ne reste qu'à peine vingt jours dans la capitale, les suspicions engendrées par sa présence l'empêchant d'y prolonger son séjour. En effet, on connaît déjà au Mexique sa détention à la Nouvelle-Orléans et ses rencontres avec le colonel Schmaltz ; il est même accusé de faire partie d'un complot ayant pour but de couronner le duc de Lucques. Samouel demande donc son passeport et le 7 juillet entreprend sa traversée en direction de La Havane via Veracruz[66].

Conclusion

45 Entre 1818 et 1826, la France de la Restauration a dépêché une série d'agents confidentiels en Amérique méridionale avec pour mission d'examiner les nouvelles circonstances politiques et commerciales, et d'éviter la consolidation des régimes républicains, soit par la création de trônes bourboniens sur le continent, soit à travers l'établissement de négociations avec l'ancienne métropole. Comme nous l'avons vu, un premier représentant est envoyé à Buenos Aires en 1817 par l'ambassadeur français à Londres. Benoît Chassériau se rend ensuite au Venezuela en 1822 sous les ordres directs du ministère des Affaires étrangères. L'année suivante, le cabinet parisien conçoit une triple mission à destination de la Colombie, du Mexique et du Pérou, complétée en 1824 par l'envoi de quatre agents auxiliaires. Il s'agit donc là d'une politique délibérée menée tout au long de sept années, à travers des vagues répétées de commissaires. Une telle obstination traduit la maladresse des gouvernements de la Restauration qui, malgré les rapports qu'ils reçoivent de leurs envoyés et des officiers de leur marine, s'entêtent à méconnaître le caractère inévitable des indépendances et à s'opposer à la nature républicaine des régimes qu'assume en définitive la révolution.

46 Concernant les agents choisis par le cabinet des Tuileries pour l'accomplissement de ces missions confidentielles, il faut souligner deux traits majeurs. Tout d'abord, le fait qu'ils dépendent en même temps du ministère de la Marine et des Colonies et de celui des Affaires Etrangères. Cela apparaît, pour une part, dans leurs données biographiques, Chassériau étant recommandé pour ses missions en Colombie par le baron Portal, Mollien et Schmaltz ayant travaillé dans l'administration de la Marine, Samouel étant lieutenant de vaisseau et Raignault de Susse et de Moges, capitaines de frégate. D'un autre côté, les agents confidentiels qui représentent la France de la Restauration en Amérique sont liés par leur expérience de vie à l'administration coloniale : Chassériau a pris part à l'expédition d'Egypte et résidé longtemps à Saint-Domingue, Mollien a exploré le Sénégal, Schmaltz a construit sa carrière dans ce dernier pays, tout comme à Batavia et à la Guadeloupe, et Rattier de Sauvignan est natif de Saint-Domingue et a résidé à Cuba. Tout cela montre que les autorités françaises, fidèles à leurs conceptions relatives au conflit sécessionniste hispano-américain, ont choisi pour représenter les intérêts du royaume des sujets plus préparés à déceler les symptômes d'une dépendance durable qu'à comprendre le changement de nature entraîné par l'indépendance dans les anciennes possessions espagnoles d'outre-mer. Il convient, néanmoins, de leur rendre justice, étant donné que malgré leur passé et les instructions reçues de leurs mandants, tous savent percevoir dans les pays visités l'impossibilité de revenir au statu quo ante. En ce sens, leur témoignage revêt une

grande importance et contribue à modifier la politique américaine de la cour française. En effet, pour la première fois en 1825, sont nommés des agents pourvus de lettres de créance rudimentaires avec pour mission non pas de réaliser des voyages exploratoires, mais de résider de manière permanente à Mexico, Bogota, Lima, Santiago du Chili et Buenos Aires. Sans doute, leur caractère d' « inspecteurs du commerce français » constitue-t-il une anomalie diplomatique, tout autant que leurs titres dépourvus de l'autorisation royale et ne s'adressant pas, comme il est d'usage, aux autorités des nouvelles républiques. Cependant, ces défauts ont vite été corrigés, ce qui a permis la création des premiers consulats en 1827.

NOTES

1. A propos des guerres napoléoniennes en Espagne, voir l'ouvrage classique de José María QUEIPO DE LLANO (Conde de Toreno), *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España* [1835-1837, 5 vol.], Pamplona, Urgoiti editores, 2008. Voir également, Miguel ARTOLA, *La España de Fernando VII*, Madrid, Espasa, 2008 (3ª ed.) ; Jean-René AYMES, *L'Espagne contre Napoléon. La Guerre d'Indépendance espagnole (1808-1814),* Paris, Nouveau Monde Editions-Fondation Napoléon, 2003 et Richard HOCQUELLET, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne 1808-1812*, Paris, La Boutique de l'Histoire 2001. En ce qui concerne Joseph Bonaparte et son bref règne espagnol, Owen CONNELLY, *The Gentle Bonaparte. The story of Napoleon's Elder Brother,* New-York-Londres, Macmillan, 1968.

2. Simon COLLIER, *Ideas and Politics of Chilean Independence, 1808*-1833, Cambridge, Cambridge University Press, 1967; Brian HAMNET, *Revolución y contrarrevolución en México y el Perú. Liberales, realistas y separatistas, 1800-1824,* México, FCE, 1978 ; François-Xavier GUERRA, *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Editorial MAPFRE, 1992 ; Véronique HEBRARD, *Le Venezuela Indépendant. Une nation par le discours, 1808-1830,* Paris, L'Harmattan, 1996 ; Georges LOMNÉ, *Le lis et la grenade. Mise en scène et mutation imaginaire de la souveraineté à Quito et Santafé de Bogotá (1789-1830)*, Thèse de Doctorat en histoire sous la direction du Pr. Fabienne Bock, Université de Marne-la-Vallée, 2003, 2 vol. ; Federica MORELLI, *Territoire ou nation ? Réforme et dissolution de l'espace impérial. Équateur 1765-1830*, Paris, L'Harmattan, 2004 ; Clément THIBAUD, *Républiques en armes. Les armées de Bolivar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie,* Rennes, PUR, 2006 ; Geneviève VERDO, *L'indépendance argentine entre cités et nation (1808-1821),* Paris, Sorbonne, 2006 ; Jordana DYM, *From Sovereign Villages to National States. City, State and Federation in Central America, 1759-1839,* Albuquerque, University of New Mexico Press, 2006; Daniel GUTIÉRREZ ARDILA, *Un Nuevo Reino. Geografía política, pactismo y diplomacia durante el interregno en Nueva Granada (1808-816),* Bogotá, Universidad Externado, 2010.

3. Maurice BOURQUIN, *Histoire de la Sainte-Alliance,* Genève, Georg et Cie., 1954, Guillaume DE BERTIER DE SAUVIGNY, *La Sainte Alliance*, Paris, Armand Colin, 1972 ; Josep FONTANA, *De en medio del tiempo. La segunda restauración española, 1823-1834*, Barcelona, Crítica, 2006, p. 11-36.

4. A propos de la France de la Restauration, voir Guillaume DE BERTIER DE SAUVIGNY, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 1999 ; José CABANIS, *Charles X, roi ultra,* Paris, Gallimard, 1972 ; Emmanuel de WARESQUIEL et Benoît YVERT. *Histoire de la Restauration 1814-1830. Naissance de la France Moderne*, Paris, Perrin, 1996 ; Francis DÉMIER, *La France de la Restauration (1814-1830). L'impossible retour au passé*, Paris, Gallimard, 2012.

5. Pour rédiger ces lignes, j'ai consulté les documents des Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), Correspondance Politique, Argentine (CPA), 1 et 2, ainsi que les œuvres de Carlos A. VILLANUEVA, *La monarquía en América. Bolívar y el general San Martín,* Paris, Librería Paul Ollendorf, 1911, p. 45-160. Mario BELGRANO, *La Francia y la monarquía en el Plata (1818-1820)*, Buenos Aires, Librería de A. García Santos, 1933 ; William Spence ROBERTSON, *France and Latin-American Independence...*, *op. cit.,* pp. 158-177 et Miguel Ángel CÁRCANO, *La política internacional en la historia argentina. La república unitaria, 1811-1828,* Buenos Aires, EUDEBA, 1973, libro III, t. 1. Le nom de Brayer comme responsable de la tentative de libération de Bonaparte apparaît dans la note No. 756 de Beaumont de Brivazac (11 mars 1818), AN, 141 AP, liasse 2, dossier 3.

6. *La banda oriental*, dont la capitale administrative est Montevidéo, constituera en 1828 l'État indépendant de l'Uruguay.

7. Telle était du moins l'opinion de Le Moyne, voir sa lettre au ministre des Affaires Etrangères (datée du 5 octobre 1820 à Paris) et celle du contre-amiral Jurien *Extrait d'un rapport adressé au ministre* (Montevideo, 14 novembre 1820), AMAE, CPA, 2, f. 76-77 et 84-94.

8. Un patriote chilien connu écrit par exemple dans une brochure : « Si quiere hacer un servicio digno de un verdadero patriota, ¿por qué no manifiesta en sus gacetas que Pueyrredón recibió un emisario francés de Luis 18, el coronel Lemoins [sic], que vino a proponerle el plan de una monarquía en el Río de la Plata, reconociendo las Provincias Unidas por su soberano al Duque de Orleans, bajo la protección y garantía de la Francia ; cuyo proyecto fue aprobado en la logia, y remitido en consecuencia para saturarlo en calidad de Ministro extraordinario el canónigo dignidad doctor D. Valentín Gómez ? », *Carta del ciudadano José Miguel Carrera a un amigo de sus corresponsales en Chile,* sin pie de imprenta, Montevideo, 1819.

9. Le ministre des Affaires Etrangères de France à l'ambassadeur à Madrid (Paris, 6 et 19 juillet 1820), AMAE, CPA, 2, f. 45-47 et 52-54.

10. *Sur la création de Colombia* (Paris, 29 mars 1820), AMAE, Correspondance Politique, Colombie (CPC), t. 1, f. 125-132.

11. Portal au ministre des Affaires Etrangères et à M. de Rayneval, sous-secrétaire d'Etat dans le même ministère (Paris, 24 mars et 27 avril 1821), AMAE, Correspondance Consulaire et Comerciale (CCC), La Havane, t. 5, f. 42 et 43.

12. *Chassériau donne ses idées relativement à la destination qu'il s'agit de lui assigner dans l'Amérique espagnole*, s. f [24 mai 1821], AMAE, CPC, t. 1, f. 167-168.

13. Le ministre des Affaires Etrangères à Angelucci (Paris, 10 juillet 1822), AMAE, CCC, La Havane, t. 5, f. 103-104.

14. Voir les *Notes pouvant servir aux instructions à donner à un agent français qui résiderait à Santa Fe de Bogota* et le mémoire rédigé à la même fin, AMAE, CPC, t. 1, f. 170 et 176-180.

15. Sauf indication particulière, les données biographiques de Chassériau viennent des AMAE, Dossiers du personnel, première série, 889. J'ai particulièrement utilisé deux rapports complémentaires, rédigés par l'agent lui-même, un daté de Kingston, le 5 mars 1817, et le second adressé au ministre des Affaires Etrangères en août 1825.

16. Christine PELTRE, *Théodore Chassériau,* Gallimard, 2001. Voir également le catalogue de l'exposition réalisée en 2002-2003 à Paris, Strasbourg et New-York, *Chassériau, un autre romantisme,* Paris, Réunion de Musées Nationaux, 2002. Dans les deux livres on peut voir une reproduction des toiles et des dessins représentant ses parents que l'artiste a réalisés, conservés au Musée du Louvre.

17. Benoît Chassériau, commandant de l'Armée de l'Occident de Carthagène, au gouverneur de Portobelo (15 janvier 1814), Archivo General de la Nación-Colombia (AGN), Archivo Anexo, Fondo Guerra y Marina, t. 122, f. 2.

18. Le ministre de la Marine à Donzelot (9 mai 1820), SHD, BB2, t. 180, f. 209 v. ; Chassériau au baron Gérard de Rayneval (Paris, s. d.) AMAE, CPC, t. 1 f. 184-187 ; *Compte rendu d'un voyage*

d'observation fait dans Colombie, de 1821 à 1822. Présenté à Son Excellence Monseigneur le Vicomte de Montmorency, ministre des Affaires Etrangères (Paris, 24 août 1822), Id., t. 2, f. 30-53.

19. Chassériau à Rayneval, (Paris, 22 août, Le Havre, 6 octobre et Saint-Pierre, 28 décembre 1821), AMAE, CPC, t. 1, f. 183, 190 et 196-197.

20. Dépêches de Chassériau à Pasquier, au sous-secrétaire d'Etat et au vicomte de Montmorency (Fort Royal, 15 janvier et Le Havre, 19 juillet 1822), AMAE, CPC, t. 2, f. 4-6 et 20-26.

21. *Compte rendu d'un voyage d'observation fait dans Colombie...*, doc. cit.

22. *Aperçu de la situation de la République de Colombie, sur les rapports politiques, économiques et commerciaux à la fin de l'année 1822, p.* 48, AN, AE/B/III/456.

23. AMAE, Dossiers du personnel, première série, No. 2934.

24. AMAE, Dossiers du personnel, première série, No. 3695.

25. Le dossier d'Achille de la Motte aux Archives du ministère des Affaires étrangères ne contient que des demandes peu significatives, Dossiers du personnel, première série, No. 2291.

26. Procès-verbal (Rochefort, 10 juin 1823), SHD, BB4, t. 446, f. 358 ; Note du ministère (sans date) à propos de Landos ; lettre de la comtesse de Landos au comte de Villèle (Paris, 18 juillet 1824), AMAE, Dossiers du personnel, première série, No. 2404.

27. *Etat de services de M. Rattier de Sauvignan...* (La Havane, 31 août 1828), et M. Legoy, fondé de pouvoir de Rattier de Sauvignan, *Mémoire pour M. Rattier de Sauvignan, ci-devant gérant du consulat de France à Santander, et actuellement chancelier à Cadix* (Paris, 7 janvier 1822), AMAE, Dossiers du personnel, première série, No. 3401.

28. Le ministre à M. Bégué (Paris, 26 juillet 1822), SHD, BB4, t. 435, f. 260-265.

29. Begué au ministre de la Marine et des Colonies (Rade de l'île d'Aix, 22 mai 1823), SHD, BB4, t. 446, f. 345-348.

30. Georges Lomné prépare un livre sur Mollien. Dans l'attente de sa publication, j'ai suivi pour les commentaires précédents les *Notes reçues de Colombia* (s.d.) et la *Copie d'une lettre adressée par M. Mollien à M. Petry, consul général de France aux Etats-Unis* (Bogotá, 8 juin 1823) AMAE, CPC, t. 2, f. 98-107 et 110-115. Notons également qu'à son retour en France Mollien publie un livre à propos de son périple, *Voyage dans la république de Colombia en 1823*, Paris, Arthus Bertrand, 1824, 2 vol.

31. Begué au ministre de la Marine et des Colonies (Rade de l'île d'Aix, 22 mai 1823) SHD, t. 446, f. 345-348. L'expérience de Schmaltz en Amérique a été étudiée par Isidro FABELA, *Los precursores de la diplomacia mexicana*, México, Secretaría de Relaciones Exteriores, 1926, p. 169-172 et par Ernesto de la Torre Villar dans un opuscule, « Juan Schmaltz y su misión en México », dans *Libro jubilar de Emeterio S. Santovenia en su cincuentenario de escritor,* La Habana, Impresores Úcar, García, S. A, 1957, p. 499-523.

32. *Extrait d'une lettre de Mexico* (10 novembre 1823), AMAE, Correspondance Politique, Mexique (CPM), t. 2, f. 97-98, transcrit et publié par Ernesto de la Torre Villar en *Correspondencia diplomática franco-mexicana (1808-1839),* México, El Colegio de México, 1957, t. 1, p. 16.

33. Schmaltz à Flury, conseiller d'Etat et chef de la division commerciale et des consulats du Département des Affaires Etrangères (Nouvelle-Orléans, 11 et 18 février 1824), AMAE, CPM, t. 2, f. 223-226 et 228-239.

34. Rattier de Sauvignan au ministre des Affaires Etrangères (Guayaquil, 16 et 25 février 1823 et Lima, 20 juillet et 11 août 1823), AMAE, Correspondance Politique, Pérou (CPP), t. 1, f. 275-279, 282-283, 313-314 et 325-331.

35. Rattier de Sauvignan au ministre (Lima, 11 août 1823), AMAE, CPP, t. 1, ff. 325-331 ; *Rapport sur la situation de la République du Pérou et de son gouvernement, au mois de décembre 1823*, AMAE, CPP, t. 2, f. 18-52.

36. Rattier de Sauvignan au ministre (Lima, 22 décembre 1823 et 24 août 1824), AMAE, CPP, t. 2, f. 9-11 et 166-169.

37. Le capitaine de Moges sur les 15 mois passés en Amérique (Paris, 10 septembre de 1825), AMAE, CPP, t. 2, f. 283-289.

38. Rattier de Sauvignan au ministre (Lima, 16 mai 1825 et Bordeaux, 29 janvier 1826) AMAE, CPP, t. 2, f. 248-249, 250-253 et 326.

39. AMAE, Dossiers du personnel, première série, Dossier No. 3401.

40. *Instructions pour MM. Regnault de la Susse et de Moges, capitaines de frégate, employés sous les ordres de M. le contramiral de Rosamel, commandant de la division envoyée sur les côtes du Chili et du Pérou* (Paris, 29 décembre 1823), SHD, BB2, t. 206, f. 58-64. Ces instructions ont été complétées par le ministre de la Marine dans une lettre à l'amiral Rosamel (Paris, 20 janvier 1824), SHD, BB4, t. 459, f. 6.

41. Rapports d'Alphonse de Moges (Lima, 2 décembre 1824 et Paris, 10 septembre 1825), AMAE, CPP, t. 2, f. 184-189 y 283-289. De Moges au ministre de la Marine (Chorrillos, 27 mars et Paris, 10 septembre 1825) SHD, BB4, t. 470, f. 62-65 et 67-71.

42. De la Susse au ministre de la Marine (Buenos Aires, 14 mars 1826) et à De Moges (Santiago, 16 mai 1825), AMAE, CPA, t. 2, ff. 204-207 et Chili, t. 1, f. 170-171. Voir aussi le rapport général sur sa mission, SHD, BB4, t. 470, f. 35-54.

43. Unanue au contre-amiral Rosamel (Lima, 23 février 1826), AMAE, CPP, t. 2, f. 346.

44. Le comte de Rossi au ministre de la Marine (Quilca, 25 janvier 1825), AMAE, CPP, t. 2, f. 217-222. *Liste des officiers espagnols et autres passagers sur le navire français Le Ternaux...*, SHD, BB4, t. 459, f. 323.

45. Note de Chassériau au duc de Rauzan, directeur des travaux politiques du ministère des Affaires étrangères (Paris, 26 septembre 1823), AMAE, CPC, t. 2, f. 121-122.

46. Chassériau au duc de Rauzan (Paris, 23 novembre 1823), AMAE, CPC, t. 2, f. 123-124.

47. Le ministre des Affaires Etrangères à Donzelot (Paris, 27 décembre 1823), SHD, BB4, t. 405 bis, f. 50-52.

48. Les instructions données à Chassériau se trouvent en trois documents divers (1er septembre, 1er décembre 1823 et le dernier sans date), AMAE, CPC, t. 2, f. 125-136. Voir aussi la lettre du ministre de la Marine à Donzelot (París, 17 de diciembre de 1823), SHD, BB2, t. 203, f. 70-73 et le livre de William Spence ROBERTSON, *France and Latin-American Independence..., op. cit., p.* 310-317.

49. Le ministre au général Donzelot (Paris, 27 décembre 1823), AMAE, CPC, t. 2, f. 141-143

50. Chassériau à Chateaubriand (Brest, 13 janvier 1824) et Donzelot au même (Fort-Royal, 15 février 1824), AMAE, CPC, t. 2, f. 146 et 149-150.

51. Chassériau au ministre Chateaubriand (Fort Royal, 17 et 29 février et 18 mars 1824), AMAE, CPC, t. 2, f. 151-153 et 157-158.

52. Chassériau à Donzelot (La Guaira, 3 juin 1824), AMAE, CPC, t. 2, f. 191-194.

53. Chassériau à Donzelot (Frégate Flore, 15 juillet 1824) et le capitaine M. Maller au même (Fort-Royal, 21 juillet 1824), AMAE, CPC, t. 2, f. 196-200 et 201-203. Jurien au ministre des Affaires Etrangères (Fort Royal, 21 juillet 1824), SHD, BB4, t. 457, f. 73-82. A propos de Lanz, voir la lettre de Chassériau au baron de Damas (9 août 1825), AMAE, Dossiers de personnel, première série, 889. Enfin, consulter le livre de William Spence ROBERTSON, *France and Latin-American Independence..., op. cit., p.* 323-327.

54. Gual à Hurtado (Bogota, 9 octobre 1824), AGN, Ministerio de Relaciones Exteriores (MRE), Delegaciones, Transferencia 2 (DT2), t. 244, f. 100.

55. Hurtado au ministre des Affaires Etrangères (Londres, 7 octobre 1824), AGN, MRE, DT2, t. 307, f. 13 v.-16.

56. Pedro Gual à Lanz (9 novembre 1824) AGN, MRE, DT2, t. 250, f. 3-6.

57. Angelucci au ministre des Affaires Etrangères (La Havane, ? mars 1825), AMAE, CCC, La Havane, t. 6, f. 35.

58. Le ministre des Affaires Etrangères à Angelucci (Paris, 10 décembre 1824), AMAE, CCC, La Havane, t. 5, f. 292 ; *Note sur M. Chassériau* (anonyme) ; Chassériau au baron de Damas (Paris, 7 décembre 1824 et 9 août 1825) ; Chabrol au ministre des Affaires Etrangères (Paris, 16 décembre 1824), AMAE, Dossiers de personnel, première série, 889.

59. AMAE, Dossiers de personnel, première série, 889.
60. A propos de la mission de Samouel, voir Isidro FABELA, *Los precursores de la diplomacia mexicana..., op. cit.,* pp. 179-206 et William Spence ROBERTSON, *France and Latin-American Independence..., op. cit., p.* 310-317.
61. Samouel au ministre de la Marine (Brest, 22 décembre 1823), SHD, BB4, t. 446, f. 307-308.
62. *Copie des instructions remises à M. Samouel, lieutenant de vaisseau par le Département de la Marine et par celui des affaires étrangères* (París, 17 décembre 1823), SHD, BB4, t. 446, f. *283*-288 et 289-94. Traduites et publiées par FABELA, *op. cit.*
63. Samouel au marquis de Clermont-Tonnerre, ministre de la Marine (Nouvelle-Orléans, 27 avril et 5 mai 1824), SHD, BB4, t. 456, f. 146-149 et 150-151.
64. Schmaltz à Samouel (Nouvelle-Orléans, 4 mai 1824), SHD, BB4, t. 456, f. 152-159.
65. Copie d'une note remise par M. le colonel Schmaltz à M. Samouel, lieutenant de vaisseau, en mission au Mexique (Nouvelle-Orléans, 5 mai 1824), AMAE, CP, Mexique, t. 2, f. 245-247.
66. Samouel à Clermont-Tonnerre (Sacrificios, 2 juin 1824 et La Havane, 13 août 1824), SHD, BB4, t. 456, f. 160-163 et 165-171. Samouel à Donzelot (Sacrificios, 2 juin 1824 et Fort-Royal, 15 septembre 1824), AMAE, CP, Mexique, t., 2, f. 248-250 et 261-265. Guillemin au ministre (Nouvelle-Orléans, 17 juin 1824), CCC, Nouvelle-Orléans, t. 3, f. 137-138.

RÉSUMÉS

Sous la Restauration, l'indépendance des nouveaux Etats issus de l'Amérique espagnole n'est jamais reconnue, ce qui entraîne de lourdes conséquences pour le commerce et le rayonnement politique de la France. Cependant entre 1818 et 1826, la cour parisienne envoie divers agents sans lettres de créance dans le Rio de la Plata, en Colombie, au Pérou, au Chili et au Mexique. Ces missions n'ont jamais été étudiées dans leur ensemble, malgré le fait qu'elles ont laissé une empreinte indélébile et suscité un climat aigu de méfiance envers le cabinet des Tuileries, ce qui explique en grande partie le report et les difficultés de l'établissement de relations officielles. Le but du présent article réside donc dans l'examen des démarches du chevalier Le Moyne à Buenos-Aires, de Benoît Chassériau et Gaspard-Théodore Mollien dans la République de Colombie, de Rattier de Sauvignan à Lima, du colonel Schmaltz au Mexique et d'Alphonse de Moges et Regnault de la Susse au Pérou et au Chili (Ces missions sont connues depuis longtemps des chercheurs, mais n'ont suscité que des mentions rapides ou des études particulières. Voir, par exemple, Carlos A. VILLANUEVA, *La monarquía en América. Fernando VII y los nuevos Estados*, París, Librairie Paul Ollendorf, 1912, p. 180-185).

After 1815, the restored monarchy in France chose not to recognize the new states formed after the independence of the old Spanish American dominions, a decision that entailed costly consequences for the country in terms of international commerce, and also put its government in an awkward position in the face of the post-Napoleonic international order. Nevertheless, between 1818 and 1826 the Parisian court sent several agents, if devoid of official credentials, to the River Plate, Colombia, Perú, Chile and Mexico. These diplomatic missions have never been studied together, even if they left a sore memory and produced embitterment and distrust towards the Tuileries cabinet among officials in the incumbent governments. The outcome of those missions helps explain the prolonged delay in establishing diplomatic relations between France and the Spanish American republics. The aim of this article is to examine those of the

Chevalier Le Moyne in Buenos Aires ; Benoît Chassériau and Gaspard-Théodore Mollien in Colombia ; Rattier de Sauvignan in Peru ; Colonel Schmaltz in Mexico ; and Alphonse Moges who, together with Regnault de la Susse, visited both Peru and Chile.

INDEX

Mots-clés : France de la Restauration, Sainte-Alliance, Révolution d'indépendance hispano-américaine, reconnaissance diplomatique
Keywords : France de la Restauration, Sainte-Alliance, Révolution d'indépendance hispano-américaine, reconnaissance diplomatique

AUTEUR

DANIEL GUTIÉRREZ ARDILA

Centro de Estudios en Historia (CEHIS)
Universidad Externado de Colombia